

Les journées d'action et de grève des 10 et 18 septembre ont été une réelle réussite qui a permis de mobiliser pour une meilleure justice fiscale et sociale, dans nos établissements, écoles et services par une grève particulièrement suivie dans notre secteur mais aussi dans les transports, l'énergie, le secteur de la petite enfance... et plus d'un million de manifestant·es dont beaucoup de jeunes.

Ce qui est sûr, c'est que face à la cure d'austérité proclamée et dirigée contre les plus précaires, les services publics, la sécurité sociale et au bénéfice des entreprises et du budget militaire, la mobilisation et la grève massives de toutes et tous est nécessaire.

POUR LA RÉSORPTION DE LA PRÉCARITÉ DANS L'ÉDUCATION NATIONALE ET LA FONCTION PUBLIQUE

L'Éducation nationale n'échappe pas à cette volonté de précariser de plus en plus les salarié·es. Pas une année désormais sans que de nouveaux dispositifs de précarité enseignant ne fassent jour. En plus des CDD et CDI dans le second degré, le recours aux contrats s'amplifie aussi dans le premier degré. Nous voyons également de plus en plus de contractuel·les alternant·es (pour les étudiant·es MEEF), ou encore des dispositifs type POE (préparation opérationnelle à l'emploi) consistant en une aide au financement d'une formation avant embauche par France Travail ...

Sur le terrain, cette politique fait des dégâts : cet accroissement de la précarité qui fragilise particulièrement les femmes ne peut pas être une solution : temps de travail incomplet, bas niveau de salaire, évolution de carrière quasi nulle, postes partagés, éloignement géographique, contrats qui s'enchainent, évaluations arbitraires ...

Pour que cesse cette politique, la CGT porte la revendication historique, plus que jamais d'actualité, de titularisation de toutes et tous sans conditions de concours ni de nationalité. La précarité traverse l'Éducation nationale (enseignant·es, ATSS, CPE, PSYEN, AESH, AED) et la Fonction publique, où les contractuel·les (23,3 % de l'ensemble des agents publics) assurent des missions essentielles sans garanties d'emploi durables. Leur titularisation immédiate est une urgence sociale. Comment l'État, sous prétexte d'une logique libérale implacable peut-il entretenir une précarité structurelle en multipliant les contrats courts et mal rémunérés, en imposant aux collègues d'accepter des conditions de travail dégradées, en les exposant aux pressions hiérarchiques ? La titularisation est un gage de reconnaissance, de stabilité et d'égalité de traitement. Résorber la précarité, c'est renforcer le service public et garantir la continuité et la qualité des missions rendues à la population.